L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. RUE DE CHARTRES No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 MAI 1860.

G. F. WEISSE, N. DUFOUR, E. DUVERGER, S. HARRY } EDITEURS-PROPRIETAIRS

Nouvelle-Orléans,
MERCREDI MATIN, 16 MAI.

Abonnés à la Semaine.

Les personnes de l'ABEILLE sont autorisées à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Vincent & Co, 20. Douane—Vêtements et indiennes—A 11 heures, à leur magasin d'encan, No 28, rue de la Douane: indienne et perspiane variée.

Par R. B. Avis—A 11 heures, au magasin public, No 37 et 39, rue Toulouse—Etude de rue rouge.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, au No 56, rue de Levee—Liquors, savon, vins, eaux-de-vie, &c.

Par M. Vignie au coin des rues Francs et Moreau—Etude de guerres.

Par Bische & Lesemont, 69, Chartres—Marchandises sèches.

Par D. E. Murphy, 57 et 59 Commerce—Shoes en gros.

Par C. E. Gastell, rue des Français, entre Victoire et Moreau—Etablissement de charronnage et de forge.

☞ Pour le feuilleton, voir la seconde page.

Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu hier soir nos journaux européens apportés par l'*Asie* et allant jusqu'au 28 avril. Nous ne pouvons donner dans ce numéro que le sommaire des nouvelles.

Les dernières nouvelles de Chambery portent que le nombre des votes pour l'annexion dans la Savoie était de 131,741 sur contre 235 non.

Voici ce que nous lisons dans l'*Independance* au sujet du prétendu complot découvert à Paris:

Des bruits ont couru de complots découverts, de machines infernales mises à l'occasion du dernier bal de l'Hôtel de Ville, de nombreuses arrestations opérées, tout s'est borné, a ce qu'il paraît, à l'arrestation préventive de quelques Italiens suspects dont on attribuait ces desseins à leurs amis restés à l'étranger et qui auraient été envoyés ayec exprès, rendre à la liberté. Du reste toute la décoration du bal avait été l'objet incombustibilité, par le procédé Carteron, non pour les soustraire aux ravages de bombes imaginaires, mais pour prévenir une maladresse possible des domestiques.

La *Gazzette de Vienne* publie sur la mort de M. le baron de Stackl les détails suivants:

Le 20 au soir, M. de Brack fut entendu comme témoin dans l'affaire Eynatten.

Sa déposition donna lieu à des indications qui firent prévoir la nécessité d'une prochaine confrontation du prévenu avec les autres témoins et avec les accusés.

Dans ces circonstances, l'empereur ordonna le bulletin autographe du 22, par lequel il disait à M. de Brack: "Je vous mande, sur votre demande, en disponibilité temporaire, et je transfère provisoirement la direction du ministère des finances à M. de Plener."

Ce billet fut remis à M. de Brack, le 22 au soir et, le 23 au matin, on trouva le ministre mort, le front baigné dans son sang.

Une autopsie fut faite par les soins de la justice, le 24.

Le *Morning-Post* du 30 annonce que le rapport fait sur l'autopsie du cadavre de M. de Brack semble une exception aux règles depuis le siècle jusqu'à la dernière convulsion. La blessure produite par cette incision n'est que superficielle. Si les carotides, ni les veines jugulaires n'ont été blessées. Les deux poignets portent également des meurtrissures, par lesquelles les veines qui aboutissent en paumes ont été ouvertes. La mort a eu lieu par suite de l'effusion du sang provenant de l'ouverture de ces veines!

Cet événement a causé une sensation considérable dans tous les cercles politiques.

Les nouvelles de l'insurrection en Sicile continuent à être très contradictoires.

A Rome, l'évêque du cardinal Antonelli paraît au mal décidé, ses ennemis cherchent à écarter de toutes les cours son influence.

On lit dans une lettre adressée de Rome au *Pays*:

"On a rarement beaucoup à Rome de la présence de M. de Cornelius, arrivé depuis quinzaine de jours dans notre ville. M. de Cornelius a rempli une mission diplomatique auprès du Saint Siège en 1859, il est l'auteur d'une lettre que le pour ce temps-là Pape. On dit ici que M. de Cornelius doit être nommé par le Pape ministre de l'intérieur.

"Je puis vous certifier aujourd'hui que je ne suis aucunement dans un mauvaise lettre au sujet de l'emprunt Nerl. Cet emprunt est opéré à Bruxelles dans de très bonnes conditions et a produit le chiffre énorme de dix millions d'écus romains (cinquante millions de francs). Le gouvernement va se trouver au moyen de cette bourse à la maison Rothschild.

Le roi Victor Emmanuel continuant son voyage à travers ses nouveaux Etats, mais le comte Cavour était revenu à Turin pour préparer ses travaux parlementaires.

Entre le Pape et le roi de Piémont, la situation est toujours extrêmement tendue. En réponse à l'adresse du clergé piémontais qui appuie la politique du roi, le Pape ne trouve rien de mieux à faire que d'interdire au clergé des États-Unis toute démarche de politesse à l'égard de son souverain suzerain.

En Espagne, on assurait que l'exécution d'Obregon avait ajouté le gouvernement, qui était disposé à se montrer plus clément envers les autres accusés. Nonobstant le comte de Montemolin et son frère demeurent très inquiets par le sort. Les révélations d'Obregon auraient, dit-on, fait naître, à ce qu'il paraît, les personnes les plus haut placées.

Une correspondance de Vienne adressée au *London Times*, prétend que la Russie a conseillé au Danemark un corps de cent à 60,000 hommes qui seraient prêts à entrer en Moldavie en cas de besoin.

La seule nouvelle que nous trouvons relativement à la question Saxe est la dépêche suivante datée de Londres du 26 avril:

"Les princes ont terminé hier à peu près à midi sur l'opportunité de la conférence. Il ne restera plus qu'à arrêter le programme.

La France entend bien ne point se prêter à tout inutilement soumis à l'acceptation des puissances signataires. La France opinerait pour que la question de la neutralité de la Savoie fut simplement l'application de l'article 92 de l'acte final de Vienne qui confirme les stipulations relatives à la démilitarisation de la Haute et de la Basse Savoie. Pour rendre plus facile la tâche de la conférence, la France ajouterait que, pour sa part, elle serait prête à accepter les termes actuels, qui les imposerait par l'article 91 du Piémont à la cession de la Savoie.

Puis le pays se fait passionner autrefois à la question des frontières naturelles dans la Savoie a la France entraînerait des conditions stratégiques nouvelles pour la Suisse, la France accepterait toute nouvelle combinaison qui n'impliquerait point l'abrogation de ses droits et qui pas le traité de 24 mars, fut-il démembré quelconque de la Savoie.

Mais il faut supposer aussi que le parlement Sarde voté avec l'amendement, et que, malgré que M. de Cavour, pour éviter même un échec indirect, ne soumettra le traité de cessions à l'approbation du Parlement de Turin qu'après les élections qui doivent amener dans cette Assemblée 80 nouveaux membres. Ces élections n'auront lieu que le 10 mai et le ministère espère qu'elles renforceront la majorité d'environ 60 à 70 voix. Ce serait un bel appoint pour la ratification du traité de cession.

Nous empruntons au journal *La Presse* un remarquable article de M. Peyrat sur la politique suivie par M. de Cavour et qui démontre la nécessité pour tous les patriotes italiens de l'union et de la concorde. En ce moment la cause de l'Italie se personifie dans Victor Emmanuel, et cette nation espère à constituer son unité en permettant que chacun de ses enfants mette à profit le patriotisme pour devenir l'indépendance de son pays. Tout vers lequel a toujours tendu la politique de M. de Cavour. Nos lecteurs trouveront plus loin une lettre adressée par le comte de Syracuse au roi de Naples et des correspondances de Turin et de Messine qui confirment des renseignements intéressants.

L'Italie et M. de Cavour.

Ce n'est que sans étonnement et sans peine que nous voyons ce qui se passe à Turin depuis ouverture du Parlement. Le vote pour l'élection du président de la Chambre des députés et les interpellations du général Garibaldi pouvaient faire supposer que les Italiens ont médiocrement profité des leçons de l'expérience, et que leur éducation politique n'est pas aussi avancée que l'avait fait croire l'admirable accord qui, depuis un an, a ému tous les esprits et imposé silence à toutes les rivalités. Cependant, cet accord n'a pas moins nécessaire aujourd'hui qu'il y a quelque guerre. De grandes conquêtes et les résultats inespérés en ont obtenus, tout est pour une transformation de l'Italie aujourd'hui rien n'est fini: des passions aveugles et des intérêts coupables peuvent encore tout compromettre.

Les Italiens ne doivent pas oublier qu'ils ne sont toujours perdus par leurs dissensions. En 1848, pour ne pas remonter plus loin, ce qui leur manqua, ce ne fut pas la fortune, nous l'avons. Une entreprise qui pouvait remuer tous les éléments de succès échoua immédiatement parce que, tout le monde voulant être chef de parti, l'intérêt général fut sacrifié aux opinions particulières et aux ambitions intempestives. Le résultat fut la victoire de l'Autriche, la ruine de toutes les espérances et cinq ans de misère infligés à l'Italie. Les Italiens justifièrent ainsi le jugement de l'empereur Nicolas, qui, tranquille spectateur de la perturbation générale, disait toujours: Il faut laisser la révolution se dévorer elle-même.

Ce que l'empereur Nicolas disait en 1848 l'Autriche aime donné le dire aujourd'hui. Pour la cinquième fois, depuis 1797, les Italiens grâce à l'appui de l'armée française, se sont, en partie du moins délivrés de l'oppression étrangère, mais ils savent bien que l'Autriche ne renoncera jamais de bonne grâce à la possession de l'Italie, et qu'elle saura, dans les différences où la complicité des gouvernements, toutes les occasions de reprendre ce qu'elle a perdu. Ils ne doivent pas oublier non plus que l'Allemagne, malgré l'expérience de tant de siècles et malgré ce que lui a coûté la manie d'avoir un pied dans la Péninsule, n'a pas abandonné ses vieilles prétentions. Les Allemands, et il ont prouvé en 1848, ont toujours l'instinctive ambition de dominer au-delà des Alpes. La lutte entre les deux races a été trop longue pour que les antipathies nationales disparaissent facilement. Les Italiens savent également à quoi s'en tenir sur les intentions et les projets du roi de Naples et des archiducs déchus.

Contre ces dangers évidents et permanents, quelle est la ressource du Piémont agrandi? Évidemment, il n'en a qu'une seule, l'alliance de la France. Dans une situation pareille, l'annexion de Nice et de la Savoie perd beaucoup de son importance. Il est possible qu'en Allemagne et en Angleterre on trouve la question compliquée, mais pour le Piémont elle est très simple. Au point où en sont les choses, il s'agit de savoir ce qui vaut mieux pour lui, sacrifier Nice et la Savoie ou bien perdre l'appui matériel et moral du gouvernement français. Que le Parlement sarde refuse de ratifier le traité d'annexion, la conséquence est claire: le Piémont isolé, seul en Europe, reste exposé aux attaques combinées de l'Autriche, de Naples et des archiducs. Le gouvernement français, certainement, ne permettra jamais à l'Autriche de reprendre la Lombardie conquise par nos soldats, mais les duchés, mais surtout la Toscane et la Romagne, en assurera t-il également la possession au roi de Sardaigne! Les Italiens sensés ne le pensent pas, aussi soutels très résignés au sacrifice qu'on leur demande, bien convaincus qu'en justifiant par l'agrandissement du Piémont l'acquisition de Nice et de la Savoie, le gouvernement français contracte l'obligation de soutenir les ambitions d'un royaume ainsi disséminé. C'est par ces considérations que s'explique la conduite à la fois si modérée et ferme de M. de Cavour qui, en cette occasion, donne une nouvelle preuve de cet esprit essentiellement politique et de cette clairvoyance supérieure qui en font, sans comparaison, le premier homme d'Etat de l'Italie et l'un des hommes les plus éminents de notre époque.

M. de Cavour a certainement compris plus d'une fois qu'une seconde session loin de tout apprivoiser dans sa conduite et nous avions à l'exprimer en détail. Mais ce qui lui assure la première place dans son pays et une place à part en Europe, c'est qu'il a eu une politique à laquelle il a tout ramené, où tout qui a été subordonné, parce que, seul entre tous les hommes d'Etat de l'Italie, il a su deviner les conditions auxquelles il pouvait être donné à son pays de reconquérir son indépendance nationale par l'expulsion de l'Autriche. Pour obtenir ce double résultat, il a fait toutes les sacrifices, tous les efforts, toutes les concessions. Convaincu que toute liberté proclamée et garantie en Piémont était une victoire remportée sur l'Autriche, il a tout sacrifié à la conservation du Statut.

Pour conserver le Statut, il fallait rattacher à la cause politique les hommes qui avaient duré en 1848, il fallait la main à M. Rattazzi, et à M. de Brack. "Je vous mande, sur votre demande, en disponibilité temporaire, et je transfère provisoirement la direction du ministère des finances à M. de Plener."

Ce billet fut remis à M. de Brack, le 22 au soir et, le 23 au matin, on trouva le ministre mort, le front baigné dans son sang.

Une autopsie fut faite par les soins de la justice, le 24.

Le *Morning-Post* du 30 annonce que le rapport fait sur l'autopsie du cadavre de M. de Brack semble une exception aux règles depuis le siècle jusqu'à la dernière convulsion. La blessure produite par cette incision n'est que superficielle. Si les carotides, ni les veines jugulaires n'ont été blessées. Les deux poignets portent également des meurtrissures, par lesquelles les veines qui aboutissent en paumes ont été ouvertes. La mort a eu lieu par suite de l'effusion du sang provenant de l'ouverture de ces veines!

Cet événement a causé une sensation considérable dans tous les cercles politiques.

Les nouvelles de l'insurrection en Sicile continuent à être très contradictoires.

A Rome, l'évêque du cardinal Antonelli paraît au mal décidé, ses ennemis cherchent à écarter de toutes les cours son influence.

On lit dans une lettre adressée de Rome au *Pays*:

"On a rarement beaucoup à Rome de la présence de M. de Cornelius, arrivé depuis quinzaine de jours dans notre ville. M. de Cornelius a rempli une mission diplomatique auprès du Saint Siège en 1859, il est l'auteur d'une lettre que le pour ce temps-là Pape. On dit ici que M. de Cornelius doit être nommé par le Pape ministre de l'intérieur.

"Je puis vous certifier aujourd'hui que je ne suis aucunement dans un mauvaise lettre au sujet de l'emprunt Nerl. Cet emprunt est opéré à Bruxelles dans de très bonnes conditions et a produit le chiffre énorme de dix millions d'écus romains (cinquante millions de francs). Le gouvernement va se trouver au moyen de cette bourse à la maison Rothschild.

Le roi Victor Emmanuel continuant son voyage à travers ses nouveaux Etats, mais le comte Cavour était revenu à Turin pour préparer ses travaux parlementaires.

Entre le Pape et le roi de Piémont, la situation est toujours extrêmement tendue. En réponse à l'adresse du clergé piémontais qui appuie la politique du roi, le Pape ne trouve rien de mieux à faire que d'interdire au clergé des États-Unis toute démarche de politesse à l'égard de son souverain suzerain.

En Espagne, on assurait que l'exécution d'Obregon avait ajouté le gouvernement, qui était disposé à se montrer plus clément envers les autres accusés. Nonobstant le comte de Montemolin et son frère demeurent très inquiets par le sort. Les révélations d'Obregon auraient, dit-on, fait naître, à ce qu'il paraît, les personnes les plus haut placées.

Une correspondance de Vienne adressée au *London Times*, prétend que la Russie a conseillé au Danemark un corps de cent à 60,000 hommes qui seraient prêts à entrer en Moldavie en cas de besoin.

La seule nouvelle que nous trouvons relativement à la question Saxe est la dépêche suivante datée de Londres du 26 avril:

"Les princes ont terminé hier à peu près à midi sur l'opportunité de la conférence. Il ne restera plus qu'à arrêter le programme.

La France entend bien ne point se prêter à tout inutilement soumis à l'acceptation des puissances signataires. La France opinerait pour que la question de la neutralité de la Savoie fut simplement l'application de l'article 92 de l'acte final de Vienne qui confirme les stipulations relatives à la démilitarisation de la Haute et de la Basse Savoie. Pour rendre plus facile la tâche de la conférence, la France ajouterait que, pour sa part, elle serait prête à accepter les termes actuels, qui les imposerait par l'article 91 du Piémont à la cession de la Savoie.

Puis le pays se fait passionner autrefois à la question des frontières naturelles dans la Savoie a la France entraînerait des conditions stratégiques nouvelles pour la Suisse, la France accepterait toute nouvelle combinaison qui n'impliquerait point l'abrogation de ses droits et qui pas le traité de 24 mars, fut-il démembré quelconque de la Savoie.

Mais il faut supposer aussi que le parlement Sarde voté avec l'amendement, et que, malgré que M. de Cavour, pour éviter même un échec indirect, ne soumettra le traité de cessions à l'approbation du Parlement de Turin qu'après les élections qui doivent amener dans cette Assemblée 80 nouveaux membres. Ces élections n'auront lieu que le 10 mai et le ministère espère qu'elles renforceront la majorité d'environ 60 à 70 voix. Ce serait un bel appoint pour la ratification du traité de cession.

Nous empruntons au journal *La Presse* un remarquable article de M. Peyrat sur la politique suivie par M. de Cavour et qui démontre la nécessité pour tous les patriotes italiens de l'union et de la concorde. En ce moment la cause de l'Italie se personifie dans Victor Emmanuel, et cette nation espère à constituer son unité en permettant que chacun de ses enfants mette à profit le patriotisme pour devenir l'indépendance de son pays. Tout vers lequel a toujours tendu la politique de M. de Cavour. Nos lecteurs trouveront plus loin une lettre adressée par le comte de Syracuse au roi de Naples et des correspondances de Turin et de Messine qui confirment des renseignements intéressants.

L'Italie et M. de Cavour.

Ce n'est que sans étonnement et sans peine que nous voyons ce qui se passe à Turin depuis ouverture du Parlement. Le vote pour l'élection du président de la Chambre des députés et les interpellations du général Garibaldi pouvaient faire supposer que les Italiens ont médiocrement profité des leçons de l'expérience, et que leur éducation politique n'est pas aussi avancée que l'avait fait croire l'admirable accord qui, depuis un an, a ému tous les esprits et imposé silence à toutes les rivalités. Cependant, cet accord n'a pas moins nécessaire aujourd'hui qu'il y a quelque guerre. De grandes conquêtes et les résultats inespérés en ont obtenus, tout est pour une transformation de l'Italie aujourd'hui rien n'est fini: des passions aveugles et des intérêts coupables peuvent encore tout compromettre.

Les Italiens ne doivent pas oublier qu'ils ne sont toujours perdus par leurs dissensions. En 1848, pour ne pas remonter plus loin, ce qui leur manqua, ce ne fut pas la fortune, nous l'avons. Une entreprise qui pouvait remuer tous les éléments de succès échoua immédiatement parce que, tout le monde voulant être chef de parti, l'intérêt général fut sacrifié aux opinions particulières et aux ambitions intempestives. Le résultat fut la victoire de l'Autriche, la ruine de toutes les espérances et cinq ans de misère infligés à l'Italie. Les Italiens justifièrent ainsi le jugement de l'empereur Nicolas, qui, tranquille spectateur de la perturbation générale, disait toujours: Il faut laisser la révolution se dévorer elle-même.

Ce que l'empereur Nicolas disait en 1848 l'Autriche aime donné le dire aujourd'hui. Pour la cinquième fois, depuis 1797, les Italiens grâce à l'appui de l'armée française, se sont, en partie du moins délivrés de l'oppression étrangère, mais ils savent bien que l'Autriche ne renoncera jamais de bonne grâce à la possession de l'Italie, et qu'elle saura, dans les différences où la complicité des gouvernements, toutes les occasions de reprendre ce qu'elle a perdu. Ils ne doivent pas oublier non plus que l'Allemagne, malgré l'expérience de tant de siècles et malgré ce que lui a coûté la manie d'avoir un pied dans la Péninsule, n'a pas abandonné ses vieilles prétentions. Les Allemands, et il ont prouvé en 1848, ont toujours l'instinctive ambition de dominer au-delà des Alpes. La lutte entre les deux races a été trop longue pour que les antipathies nationales disparaissent facilement. Les Italiens savent également à quoi s'en tenir sur les intentions et les projets du roi de Naples et des archiducs déchus.

Contre ces dangers évidents et permanents, quelle est la ressource du Piémont agrandi?

Dépêches Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Conclusion à la perte de New-York.

DISPARITION DE ISAAC V. FOWLER

New-York, 15 mai—Isaac V. Fowler, maître de poste de cette ville, vient d'être destitué par suite de fraudes considérables commises à la poste pendant sa gestion.

On suppose que ces déficits s'élèvent à $17,000. On suppose que ces déficits s'élèvent à $17,000. On suppose que ces déficits s'élèvent à $17,000.